It's the Economy, stupid ! Quand réformer pose questions



« *Est-il encore possible de réformer ?* ». C'est la question à laquelle les prestigieux invités de cette deuxième édition du forum économique de rentrée « *It's the economy, stupid!* » organisé par la Chambre de Commerce, ont tenté de répondre. Gilles Finchelstein, secrétaire Général de la Fondation Jean-Jaurès, Anne-Sophie Alsif, cheffe économiste de BDO France, Thierry Breton, ancien commissaire européen au Marché intérieur, le ministre de l'Économie Lex Delles, le ministre des Finances Gilles Roth et Christophe Hansen, commissaire européen à l'Agriculture et à l'Alimentation, ainsi que des panels composés d'entrepreneurs luxembourgeois, ont pu livrer leurs analyses et intervenir dans les débats et tables rondes durant toute cette journée, devant près de 350 participants. Obstacles à la réforme, urgence et choix qui attendent le Luxembourg comme l'Europe, cette deuxième édition entendait franchir une étape supplémentaire : passer du constat à l'action. Retour sur une journée riche d'idées et de discussions passionnantes.

Photos: Michel Zavagno / Agence Blitz

Pourquoi est-il si difficile de réformer ?

Pour Gilles Finchelstein, la réponse tient avant tout à la transformation profonde de nos démocraties. Au cours de son intervention, le secrétaire général de la Fondation Jean-Jaurès a décrit le passage progressif d'une « *démocratie solide* » à une « *démocratie gazeuse* ». Dans la première, qui a dominé jusqu'aux années 1990, les repères étaient stables : le clivage gauche-droite structurait la vie politique et les citoyens restaient majoritairement fidèles à leur camp. Avec l'émergence d'une « *démocratie liquide* », puis « *gazeuse* », le paysage s'est fragmenté. Le débat public est devenu « *informe, instable et inflammable* ». Informe, car les repères politiques traditionnels ne suffisent plus à expliquer les comportements électoraux ; instable, parce que les électeurs changent davantage d'avis et que les gouvernements se succèdent plus rapidement ; inflammable enfin, sous l'effet de la défiance, du complotisme et de la polarisation alimentée par les réseaux sociaux.

« *On n'arrive même plus à se mettre d'accord sur les faits* », constate Gilles Finchelstein. Dans ce contexte, réformer devient particulièrement complexe. Le mot lui-même est plus mal perçu qu'avant : « *la réforme est connotée négativement car assimilée à la régression* ». À cela s'ajoute une « *dictature de l'urgence* » qui pousse responsables politiques et économiques à privilégier le court terme. Selon Gilles Finchelstein, les réformes souffrent également d'un manque d'évaluation. Pour répondre aux défis à venir, qu'il s'agisse du climat, de la démographie ou de l'intelligence artificielle, il estime qu'il faut réintroduire une vision de long terme, tout en veillant à ce que les citoyens perçoivent non seulement les sacrifices demandés mais aussi les bénéfices attendus. Car, a-t-il conclu, « *la démocratie est entre les mains des citoyens* ».

Pourquoi est-il urgent de réformer ?

On le sait, les économistes adorent les chiffres. Mais lorsqu'ils les mettent au service d'un récit, leur intervention prend une tout autre dimension. Anne-Sophie Alsif n'a pas seulement livré sa lecture des bouleversements géopolitiques actuels : elle a dressé le constat, sans détour, d'une Europe confrontée à l'urgence de se réformer. « *Le temps joue contre nous : plus les réformes seront repoussées, plus elles seront coûteuses.* » Invitée à se prononcer sur l'impératif de transformation du continent, la cheffe économiste de BDO France et professeure d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne a décrit une Europe prise en étau entre le ralentissement de sa compétitivité, les tensions géopolitiques et l'accélération des mutations technologiques. Une

Europe à la traîne, en somme, aujourd'hui spectatrice d'un monde dans lequel elle ne tient ni le premier, ni même le second rôle. Plus que jamais, le leadership appartient à la Chine et aux États-Unis.

Le retard pris sur ces deux superpuissances se traduit dans tous les domaines. Pour résumer, la méga tendance du moment, l'IA, est très majoritairement dominée par les Américains : « *Les deux tiers de la croissance des USA tiennent aux investissements dans l'intelligence artificielle* », observe Anne-Sophie Alsif. Quant à la Chine, sa suprématie commerciale mondiale se reflète dans ce montant vertigineux : « *1.118 milliards de dollars d'excédent commercial. Cela représente 30 % de la production industrielle mondiale. C'est inédit !* » Et c'est le fruit d'une stratégie de soutien économique assumée par l'appareil politique chinois : « *Le secteur manufacturier est six fois plus subventionné en Chine qu'en Europe. Cela crée un écart de compétitivité important.* » La Chine est également leader sur les métaux rares grâce à sa politique d'investissements en Afrique, « *alors qu'avant, l'Europe occupait encore cette place sur le segment du raffinage* ». Cette matière première entre les mains de la Chine lui offre une position dominante dans la production et l'exportation de batteries pour voitures électriques. Le diagnostic posé par l'économiste laisse peu de place à la contestation. Mais il resterait, fort heureusement, des motifs d'espoir pour le Vieux-Continent.

Selon Anne-Sophie Alsif, le réveil européen ne se réalisera qu'en acceptant, « *collectivement* », de renouer avec la notion de souveraineté. « *C'est l'élément premier devant la compétitivité et le business. C'est un retour à la souveraineté européenne qui permettra de réduire nos dépendances.* » Pour y parvenir, l'économiste plaide pour une approche plus protectrice des intérêts européens. Elle sait que le terme n'a pas bonne presse dans une Europe qui a bâti son modèle sur un marché intérieur où toutes les barrières devaient être levées, « *où la recherche des prix les plus compétitifs implique d'avoir des chaînes de valeur éclatées.* » Mais le protectionnisme ne signifie pas forcément un mouvement de repli intégral. Le recours à cet instrument doit permettre de lutter à armes égales avec une Chine qui a longtemps conditionné l'ouverture de son marché domestique à des transferts de technologie. « *Le protectionnisme ne signifie pas tout fermer. Le but est de maîtriser certaines chaînes de valeur stratégiques pour être indépendant* ».

Parmi les atouts de l'Europe figure encore son « *bas de laine* », à savoir son taux d'épargne parmi les plus élevés du monde : « *Il faut que cette capacité d'investissement soit fléchée vers des projets européens et non pas vers des entreprises américaines qui garantissent, aujourd'hui, de bien meilleurs rendements* ».

La discussion qui a suivi a montré que ce diagnostic trouvait un écho bien au-delà du cercle des économistes. Cet échange a permis de réaffirmer une demande forte en matière de simplification des « *règles européennes pour pouvoir relancer l'investissement. Le marché intérieur est là, il faut simplifier* », a enjoint Italo di Lorenzo, Public policy lead for Luxembourg à Amazon. Phillipe

Glaesener, vice-président de SES, a insisté sur le potentiel innovant de l'Europe : « *Il ne faut pas tout réinventer, il faut miser sur l'innovation, donner la chance à de nouveaux produits et optimiser les ressources.* » Quant à Françoise Thoma, CEO de Spuerkeess, elle a appelé à des arbitrages : « *L'Europe doit se positionner sur les domaines où elle ne veut pas être dépendante ou interdépendante.* » La souveraineté doit être perçue, selon elle, comme « *une notion positive* ». Et surtout, ce retour à la souveraineté ne doit pas se heurter à des protectionnismes… nationaux. L'exemple du projet de « l'ex-futur » avion de combat européen du SCAF (Système de combat aérien du futur), abandonné sur fond de rivalité entre la France et l'Allemagne, en est l'illustration (im)parfaite : « *L'Europe, ce n'est pas un mariage d'amour mais un mariage de raison, reconnaît Anne-Sophie Alsif. Mais nous sommes alliés pour le meilleur et pour le pire…* »

Pourquoi et comment faudrait-il réformer le Luxembourg ?

La question de la réforme du Luxembourg a donné lieu à des réponses contrastées mais convergentes sur un point : le statu quo n'est plus une option. En ouverture, Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce, a dressé un constat préoccupant. Face à une croissance atone, à la crise du logement et à un modèle reposant sur l'apport continu de main-d'œuvre, il estime que le pays suit une « *trajectoire non soutenable* ». Selon lui, le diagnostic est connu depuis longtemps mais les réformes sont sans cesse reportées, faute de consensus sur les efforts à consentir et sur les acquis à remettre en question. L'enjeu est désormais de « *bousculer certaines convictions avant que les choix soient dictés par les circonstances* ».
Les ministres Lex Delles et Gilles Roth ont, eux, défendu une approche plus optimiste. Pour le ministre de l'Économie, « *les réformes se font* », même si elles ne vont « *pas assez rapidement* ». Il a mis en avant les investissements publics dans l'intelligence artificielle, le quantique, ou encore la défense, estimant que le Luxembourg peut retrouver une croissance proche de 3 % grâce à l'innovation et à la productivité. De son côté, le ministre des Finances a insisté sur la nécessité de préserver « *le juste équilibre entre croissance et cohésion* » et a rappelé que « *la réforme est permanente* ». Son ambition : « *moderniser sans déstabiliser* » afin d'améliorer à la fois la qualité de vie des citoyens et l'environnement des entreprises.
Les dirigeants d'entreprise présents à la table ronde de cette séquence dédiée au Luxembourg ont toutefois exprimé une impatience croissante. Carole Muller, présidente de Luxembourg Confederation et CEO de Fischer, a dénoncé le décalage entre des entreprises qui souhaitent innover rapidement et « *une politique trop lente* », appelant à davantage de consultation et à un véritable courage politique. L'entrepreneuse en restauration Stéphanie Jauquet (Cocottes, Um plateau, Gang…) a regretté que « *l'administratif prenne 50 %* » du temps des chefs d'entreprise et que l'accumulation des réglementations freine l'initiative. Pour Gérard Thein, président de la FJD Luxembourg et directeur de Bonaria Frères, il est indispensable de « *redonner de la liberté d'agir*

aux entreprises » et de ne « *pas tout attendre de l'État* ». Tous trois ont plaidé pour moins de contraintes, davantage de réactivité administrative et des réformes capables de restaurer l'attractivité et l'esprit d'entreprise qui ont longtemps fait la force du modèle luxembourgeois.

Thierry Breton : morceaux choisis

Sur la scène de la Chambre de Commerce, il a réduit sa carrière à celle d'un éternel second choix. Thierry Breton, avec un B comme « plan B », vraiment ? Le doute est permis à la lecture de son CV égrené par Christel Chatelain, directrice des Affaires économiques de la Chambre de Commerce. Sans rentrer dans tous les détails, Thierry Breton est ingénieur diplômé de Supélec, fondateur d'une startup à New York à l'âge de 25 ans, ex-capitaine de plusieurs grands groupes français et européens (Thomson, France Telecom, Atos), ministre français de l'Economie, des Finances et de l'Industrie de 2005 à 2007 ou encore professeur à Harvard. Mais c'est surtout son passage à la Commission européenne comme commissaire au Marché intérieur qui a fait de lui le « plan A » de la Chambre de Commerce pour cette 2e édition de l'évènement « *It's the economy, stupid !* » Morceaux choisis de son passage remarqué et remarquable.

Son rapport à l'Europe. « *Je suis un vrai européen. Quand on est commissaire européen, le premier acte formel qu'on fait, c'est de se présenter, ici au Luxembourg, devant la Cour européenne de justice. Et là, on jure sur les traités, on oublie le pays qu'on connaît le mieux car on est européen avant tout. Il n'y a pas de petits ni de grands pays. L'Europe, c'est cet ensemble de pays singuliers qui a, progressivement après la seconde guerre mondiale, décidé de mettre son destin en commun.* »

Son clin d'œil au Luxembourg. « *Il ne faut jamais l'oublier : c'est ici, au Luxembourg, que démarre notre histoire commune. C'est de là qu'est parti l'Europe.* »

Son opinion sur le besoin de réformes. « *Réformer l'Europe ? J'aime bien et je n'aime pas… Le sujet n'est pas de réformer l'Europe car nous n'en avons plus le temps. J'ai toujours été un « plan B » dans ma carrière professionnelle. On m'appelle quand la situation est perdue, ce fut le cas également dans ma fonction de commissaire européen. Lorsque j'ai pris la tête de France Telecom, l'entreprise affichait un déficit de 72 milliards d'euros, avec un cours qui était passé de 200 euros à 6 euros. J'aurais pu dire : on va réformer la gouvernance, réformer le fonctionnement de tels services… NON ! Dans les situations critiques, on n'a pas le temps de réformer. La réforme, c'est un luxe qu'on prend dans les temps calmes. Et ils ne le sont pas, actuellement, pour l'Europe. Elle doit s'adapter et réagir car elle fait face à une menace existentielle.* »

Son analyse géopolitique. « *Savez-vous comment Shakespeare écrivait esbrouffe ou tromperie à son époque ? «* Trumpery »*. On vit dans un monde de «* trumpery » (une référence au président des USA, Donald Trump, NDLR)*… Depuis le début de la guerre en Iran, le coût de la vassalisation de l'économie mondiale à cette «* trumpery *» s'élève à 1.500 milliards de dollars. De son côté, la Chine poursuit sa prédation industrielle. Et une troisième force nous regarde : la Russie qui mène, elle, une prédation territoriale. Je me souviendrai toujours de la dernière discussion à laquelle j'ai assisté entre Chirac et Poutine. Poutine a dit : « La Russie est grande comme un continent, comme un océan, avec 11 fuseaux horaires. Alors tu sais Jacques, les frontières, ça va et ça vient…* »

Ses préconisations. « *Si l'Europe recherche le compromis, elle sera laminée. Il faut avoir la capacité de résister à ce monde-là. Pour y parvenir, il faut exercer du leadership, être solidaire et exécuter. Il faut une vision et ne pas se faire imposer la vision des autres. On est entouré d'autocrates qui incarnent une fonction de leadership. Nous sommes quoi, nous ? Des herbivores ?! (…) Nous avons des armes, comme un marché de 450 millions de consommateurs. Nous avons nos valeurs, un ciment qui est le respect de l'État de droit. L'objectif de ceux qui gouvernent les États-Unis, un pays que j'aime par ailleurs profondément, consiste à fragmenter l'Union européenne. Pourquoi ? Parce que c'est plus facile de négocier en bilatéral que de faire face à une force en mouvement (…) L'Europe est le plus grand marché au monde, tout le monde veut le prendre. Il faut mobiliser notre épargne, la diriger vers des entreprises européennes. Pour cela, il faut mettre en place d'urgence la réforme de l'union des marchés des capitaux. Cela nous permettra d'avoir des rendements aussi attractifs que la tech américaine.* »

It's the economy, stupid! ...les photos



central : réformer ne signifie pas remettre en cause le modèle luxembourgeois, mais créer les conditions de sa pérennité (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



Open image: Gilles Finchelstein, secrétaire général de la Fondation Jean-Jaurès, a ouvert la journée de réflexions et de débats (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz).



difficulté croissante à construire des compromis et des projets collectifs durables (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



Open image: Michel Wurth, ancien président de la Chambre de Commerce (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



Blitz)



Open image: (De g. à d.) Fernand Ernster, président de la Chambre de Commerce; Gilles Finchelstein, secrétaire général de la Fondation Jean-Jaurès; Christel Chatelain, directrice Affaires économiques de la Chambre de Commerce et Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce (crédit: Michel Zavagno / Chambre de Commerce)





Open image: (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



Open image: (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



Open image: (De g. à d.) Fernand Ernster, président de la Chambre de Commerce; Christel Chatelain, directrice Affaires économiques de la Chambre de Commerce; Anne-Sophie Alsif, cheffe économiste de BDO France et Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



environnement économique marqué par une concurrence internationale accrue et des enjeux de compétitivité et de souveraineté toujours plus pressants (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



Open image in lightbox



Italo di Lorenzo, Public Policy Lead for Luxembourg, Amazon; Françoise Thoma, CEO de Spuerkeess (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



Open image: Une conversation entre le ministre de l’Économie Lex Delles et Anthony Villeneuve, économiste senior à la Chambre de Commerce a précédé un débat réunissant chefs d’entreprises et observateurs de la vie économique (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



la politique économique (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



Open image: Le panel de discussion réunissait Vincent Hein, directeur de la Fondation IDEA; Stéphanie Jauquet, CEO de Cocottes; Carole Muller, présidente de Luxembourg Confederation et CEO de Fischer SA; Gérard Thein, président de FJD Luxembourg et directeur de Bonaria Frères (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



Chatelain, directrice Affaires économiste de la Chambre de Commerce; Christophe Hansen, commissaire européen à l'Agriculture et à l'Alimentation et Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



Open image: Christophe Hansen, commissaire européen à l'Agriculture et à l'Alimentation et Thierry Breton, ancien commissaire européen au Marché intérieur (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



commissaire européen à l’Agriculture et à l’Alimentation ; Thierry Breton, ancien commissaire européen au Marché intérieur ; Gilles Roth, ministre des Finances ; Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)



Open image: La dernière partie de la journée a élargi la réflexion au niveau européen avec Christophe Hansen, commissaire européen à l’Agriculture et à l’Alimentation (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)





Open image: Thierry Breton, ancien commissaire européen au Marché intérieur, a abordé la capacité de l'Union européenne à se réformer dans un contexte de compétition avec les États-Unis et la Chine, de révolution technologique et de nouveaux impératifs de souveraineté (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)





Open image: Fernand Ernster, président de la Chambre de Commerce et Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce avec l'équipe des Affaires économiques de la Chambre de Commerce (crédit: Michel Zavagno / Agence Blitz)

